Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours

Sylvain Bordiec

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4710>

DOI : 10.4000/abpo.4710

ISBN : 978-2-7535-7968-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2019

Pagination : 212-215

ISBN : 978-2-7535-7966-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Sylvain Bordiec, « *Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-3 | 2019, mis en ligne le 20 novembre 2019, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4710> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4710>

moteurs d'une acculturation lente à la médecine savante où le recours au médecin est devenu la norme en ville comme à la campagne.

Pourtant, comme le reconnaît l'auteur, force est de constater, qu'hier comme aujourd'hui, une partie de la population ne se résout pas à faire appel au médecin pour certaines pathologies et le guérisseur (coupeur de feu) conserve encore son crédit comme c'est le cas par exemple pour le zona. Par ailleurs, les scandales sanitaires récents (affaires du Médiateur notamment) ont détourné de la médecine savante une partie de la population qui lui préfère les remèdes à base de plantes et qui se tourne parfois vers des pratiques qui, sous couvert d'une prétendue scientificité (iridologie par exemple), remettent en cause des siècles de progrès médicaux.

Isabelle GUÉGAN

RÉTIÈRE, Jean-Noël, LE CROM, Jean-Pierre, *Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2018, 313 p.

Le livre du sociologue Jean-Noël Rétière et de l'historien du droit Jean-Pierre Le Crom se présente comme le fruit de près de vingt années d'enquêtes sur le « champ de l'aide alimentaire » (p. 14). À partir d'une étude réalisée dans la région nantaise, « espace urbain » dont les auteurs bénéficient d'une « connaissance fine » (p. 10) liée à leur enracinement local, il s'agit largement d'étudier les transformations de ce champ depuis le début des années 1930, période de « deuxième souffle du développement de l'État social » (p. 15) relativement délaissée par les historiens de la philanthropie. Le livre vise également à mettre au jour les formes contemporaines de ce champ. Soucieux de ne pas enfermer l'analyse sur les dispositifs, les associations et les acteurs de l'aide alimentaire, les auteurs présentent systématiquement les archives qu'ils mobilisent : documents officiels des associations, journaux personnels de « bienfaiteurs », presse locale, entretiens qu'ils ont réalisés principalement avec des acteurs associatifs et observations qu'ils ont effectuées essentiellement lors de visites dans les locaux des associations engagées dans l'aide alimentaire, dans les contextes politiques, sociaux et économiques qui décident de l'existence des associations, de l'engagement de bénévoles dans cette « cause » et de l'usage de cette aide par des « bénéficiaires ». Selon les auteurs, l'étude de ce champ à partir d'une recherche monographique est éclairante sur la réalité plus vaste de l'« urgence humanitaire ». En prenant le soin d'expliquer les formes récentes de l'aide alimentaire à la lumière de ses déterminants sociaux, idéologiques et moraux, et en mettant largement à contribution les apports de Pierre Bourdieu et de Robert Castel à la compréhension de l'engagement et des ressorts historiques de la « question sociale » du temps présent, J.-N. Rétière et J.-P. Le Crom réussissent ce pari.

Dès le premier chapitre, l'ampleur des matériaux rassemblés et, partant, du projet intellectuel auquel ils s'adossent, impressionne. Aucun dispositif public ni aucune œuvre privée n'échappent à l'attention des auteurs. La période couverte par l'étude permet d'expliquer les « métamorphoses » d'une « aide d'urgence » qui, au fil des événements historiques et des transformations de l'État et de l'économie, va passer des mains quasi-exclusives des pouvoirs publics – notamment leurs relais municipaux dispensateurs, entre autres, de repas gratuits dans des restaurants – à celles d'associations spécialisées dans l'aide alimentaire organisant des distributions à des guichets spéciaux ou dans la rue. Ces associations bénéficient de l'entrée en vigueur d'un programme européen d'aide alimentaire, véritable aiguillon fondé

à l'origine sur l'autorisation de la mise à disposition de stocks d'intervention de la communauté pour « nourrir les plus démunis » (p. 53). À Nantes, en 1987, l'espace de l'aide alimentaire est déjà largement structuré autour des « trois majors » de ce domaine à l'échelle nationale, à savoir les Restos du Cœur, le Secours populaire et la Banque alimentaire. Si l'engagement des pouvoirs publics contre la faim est encore effectif – les Centres communaux d'action sociale demeurent actifs en la matière –, reste que ces initiatives privées, sous l'impulsion notable de la Banque alimentaire et de sa « philosophie valorisant l'initiative privée » (p. 77), prennent largement ces affaires en main. La légitimation de cette prééminence est favorisée par un « paupérisme galopant » (p. 80). Dans les années 1980, le nombre de familles aidées explose, nécessitant la présence de « bénévoles humanitaires ». J.-N. Rétière et J.-P. Le Crom s'attachent, dans un deuxième chapitre, à percer au jour leur « profil social ». Un resserrement de la focale sur la société de Saint Vincent de Paul permet de montrer « l'emprise réticulaire des élites » sur les œuvres de l'aide alimentaire. Dans les conférences, « un esprit de Société, comme il existe des esprits de corps, se forge [...], qui permet [...] de se retrouver entre soi pour remplir à minima ses obligations de rang tout en soulageant sa conscience chrétienne » (p. 89). Cette « histoire séculaire d'une philanthropie sur laquelle les élites [...] disposaient d'un quasi-monopole » se termine avec l'implantation, au début des années 1970, du Secours populaire, lequel puise « dans la militance communiste » (p. 95); les cadres moyens (enseignants, travailleurs sociaux et professionnels de santé) y sont très présents. En revanche, les classes populaires demeurent peu engagées. La Banque alimentaire se distingue par un recrutement social plus élevé que ses concurrentes et tourné vers le secteur commercial, recrutement ajusté à cette association soucieuse de « neutralité » et d'une « image humanitaire et entrepreneuriale » (p. 109). Après cet inventaire précis des ressorts d'engagement, les auteurs sont en mesure d'interroger, dans un troisième chapitre, les cibles de la bienfaisance alimentaire. J.-N. Rétière et J.-P. Le Crom insistent sur le fait que l'aide alimentaire construit une population de « pauvres assistés » (p. 143). La manière de les nommer est commandée par la volonté d'atténuer la disqualification sociale induite par la réception d'un secours : par exemple, les Restos du cœur fondent « sous le même statut de "partenaire" les qualités de donateur, de bénévole et de receveur de l'aide » (p. 163). Progressivement, l'attribution de l'aide devient moins conditionnée à des considérations morales sur les modes de vie des « bénéficiaires » qu'à des barèmes « établis à partir de seuils de charges et de ressources [...] et à des catégorisations (érémites, sans papiers [...]) » (p. 182). Ces opérations sont révélatrices, chez les associatifs, d'un « goût de l'objectivation (la recherche de l'"homme moyen" secouru) » et d'une focalisation sur l'« urgence de donner à manger » (p. 181-182). Demeurant attentifs au contexte politique et administratif des dynamiques saisies dans ce champ de l'aide alimentaire, les auteurs remarquent que, « à l'inverse de ce qui se vérifie [...] sur la scène des politiques sociales » où l'éligibilité aux aides légales cautionne « un retour du pauvre méritant », « l'aide alimentaire a cessé de se fonder sur la bonne conduite » (p. 186). Désormais celle-ci est dispensée au nom d'« un droit au secours » qui « se manifeste sous la forme dégradée d'un accès universel à des prestations de survie : une solidarité certes, mais en miettes » (p. 187). Du fait de la dimension pluridisciplinaire de ce projet socio-historique – il est l'œuvre d'un sociologue et d'un juriste –, les auteurs ont fourni les explications nécessaires préalables pour comprendre les « formes du don » (p. 189), étudiées dans un quatrième chapitre. Il s'agit d'examiner les « métamorphoses » de l'« offre de secours » mais aussi les permanences de sa nature, de son volume et des conditions de sa délivrance (p. 189). Sur le plan des permanences, les auteurs remarquent « la défense de l'allocation en nature », sans alcool, qui « relève d'une disposition paternaliste empreinte

[...] de suspicion et d'aversion pour la "mauvaise dépense" » (p. 190). Cette allocation relevant d'une « gestion des restes abandonnés aux pauvres » suscite d'abord, au Secours catholique, des « réserves d'ordre éthique » (p. 197) puis le désengagement de l'association. Les associations restantes s'efforcent de faire oublier le « stigmate qui s'attache » (p. 198) à ces denrées, notamment en constituant le don alimentaire en amorce d'un lien indispensable pour construire une assistance globale – il s'agit d'œuvrer à l'« insertion » – et en faisant parfois payer les secourus afin de les « responsabiliser » mais surtout de restaurer leur dignité entamée par le statut d'assistés (p. 203). Les formes du don ont aussi trait à l'« espace-temps » de la redistribution dans un contexte de concurrence entre associations, d'extension du calendrier de l'aide alimentaire jusqu'à la totalité de l'année et de partenariat avec les donateurs des secteurs de l'agro-alimentaire et de la grande distribution, acteurs en attente d'écoulement des produits qu'ils s'engagent à réserver aux associations. Ce service quasi continu signifie, pour les bénévoles, la perte de la liberté de « prévoir [...] le temps d'exercice de [leur] bonne volonté » (p. 208). L'accueil au comptoir se généralise tandis que les visites faites aux familles, incarnation de la « philanthropie d'inspiration catholique-sociale » (p. 208) apparaissent anachroniques et surtout enclines à renforcer la stigmatisation des secourus. Les espaces d'attente et d'échange aménagés aux abords des comptoirs et les plannings de distribution révèlent, au contraire, une préoccupation d'adoucissement de la relation d'aide. Certaines associations vont aussi au-devant de la « misère de rue » en aménageant des espaces d'accueil ouverts aux personnes n'empruntant pas les « cheminements jalonnés des procédures » (p. 224) et faisant parfois la promotion d'une autogestion des lieux. Révélant au final la force du modèle dominant d'un « encadrement serré » et « compétent » (p. 230), une expérimentation de ce type menée dans le cadre des Restos du Cœur ne survit pas au décès de son initiatrice. Comme le montre le cinquième chapitre, la vigueur de ce modèle n'est pas sans liens avec l'exposition de ces associations aux normes du secteur marchand. Alors que les subventions publiques demeurent pour elles une ressource essentielle, les associations fonctionnent également grâce aux incitations fiscales de plus en plus insistantes et de moins en moins facultatives faites aux entreprises de l'agro-alimentaire et de la grande distribution à s'engager à donner des denrées alimentaires (p. 244). Ces entreprises deviennent aussi des partenaires privilégiées au moment des collectes réalisées dans les magasins, pensées et médiatisées par des responsables en charge des politiques nationales de marketing et de communication. Pour les auteurs, ces « techniques tendent à assimiler le don à une marchandise qui [...] se conçoit de plus en plus sur le mode de l'échange économique » (p. 255). Ces forces associatives et ces forces industrielles doivent entretenir une confiance mutuelle. Pour maintenir celle de leurs partenaires entrepreneuriaux, les associatifs ont à faire preuve de discipline, de disponibilité et de compétence gestionnaire. Cette bureaucratisation est un facteur possible de déstabilisation de l'engagement bénévole et de défection (p. 271). Elle est, dans le même temps, comme le souligne le sixième et dernier chapitre, révélatrice des rapports qu'entretennent ce champ associatif de l'aide alimentaire et les administrations d'État. S'il y a eu, dans les Trente Glorieuses, une « défiance réciproque » entre « les serveurs de l'État social » et les « représentants de la nébuleuse philanthropique » (p. 285), ce temps est révolu. Les premiers doivent se rendre à l'évidence que les seconds sont pour eux des partenaires, des recours et même parfois des délégués de service social précieux.

Pour clure, afin, semble-t-il, de parachever le travail de déconstruction des idées reçues les plus prégnantes sur l'aide alimentaire ici entrepris, J.-N. Rétière et J.-P. Le Crom soulignent que l'augmentation des associations et des quantités de denrées distribuées ne peut faire autre chose qu'« atténuer [...] les difficultés

rencontrées par un pauvre pour se nourrir et nourrir sa famille ». Selon les auteurs, dans la procédure d'accès à l'aide, la relation interpersonnelle, de type paternaliste, s'efface au profit d'un « jugement sur pièces [qui] prime sur toute autre considération » (p. 301). Ce jugement élaboré à partir des outils d'évaluation de l'assistance légale invite à remettre en cause la distinction – fausse ? – entre une administration publique animée par des agents campant sur les procédures bureaucratiques et une sphère de la bienfaisance privée animée par des associatifs disponibles et souples : la « bonne volonté bienfaisante [...] se déploie de plus en plus à l'intérieur d'un cadre de plus en plus soumis à des normes managériales » (p. 302).

Avec ce volume, on est assurés de disposer d'un travail de référence sur l'aide alimentaire. Ce travail prend à bras-le-corps la complexité de l'invention et des réinventions en ce domaine, et la complexité contemporaine de ses conditions d'existence. Qui plus est, il est instructif sur la question plus générale de la gestion officielle de la question sociale. Si l'ouvrage montre que cette gestion est collective – les différentes organisations s'empruntent mutuellement outils et savoir-faire, il est aussi très éclairant sur le fait que les associations ne sont pas, dans l'action contre la faim et plus généralement contre la pauvreté, soumises seulement à la « bonne volonté financeuse » des pouvoirs publics. Force est de constater, en effet, qu'elles sont en position d'inspirer et même d'imposer des orientations politiques. Confirmant, si cela est nécessaire, le potentiel analytique de cette manière de saisir empiriquement le social, cette monographie consacrée à l'espace nantais permet de restituer finement les expressions concrètes de la position centrale et légitime des associations d'aide alimentaire sur ce « terrain dit de l'insertion au nom de la lutte contre l'exclusion et de la critique – unanime – de l'assistanat » (p. 302). La finesse de cette restitution doit beaucoup à la capacité manifeste des enquêteurs à s'attacher davantage à comprendre les associatifs qu'à les juger.

Sylvain BORDIEC

POUËDRAS, Lucien, *50 ans de peinture*, Morlaix, Skol Vreizh (préfaces de François de Beaulieu, Françoise Terret-Daniel), 2018, 240 p.

Depuis cinquante ans, dans près de 400 toiles, Lucien Pouëdras s'est attaché à décrire les derniers feux de la civilisation rurale bretonne d'avant le remembrement des années 1960. Le livre album que les éditions Skol Vreizh lui consacrent permet de se rendre compte de la variété des aspects illustrés par ce peintre qu'on ne saurait classer artificiellement dans la catégorie des « peintres naïfs » même si cet autodidacte partage avec eux certains points communs tel que le refus de la perspective. Plus qu'au Douanier Rousseau, c'est à Simone Le Moigne (1911-2001), peintre de haute-Cornouaille qui s'est elle aussi attachée à dépeindre les paysages de son enfance bretonne que l'on peut rattacher l'œuvre de Lucien Pouëdras. Né en 1937 à Languidic (Morbihan), Pouëdras a vécu dans la ferme familiale jusqu'en 1960 et partagé les activités de ses parents. Dans les années 1960, il découvre le monde urbain et assiste en parallèle au bouleversement des campagnes. La mode n'était pas alors à l'écologie et bien des gens s'ébahissaient devant les changements induits dans la vie des paysans. Les premières interrogations naissent alors chez ce fils de paysan qui voit le monde de son enfance être mis, au propre et au figuré, sens dessus dessous (l'arasement des talus n'en est qu'un exemple parmi d'autres). Le « progrès » devait-il contribuer à disqualifier les méthodes ancestrales transmises au fil des générations au profit des engrais chimiques, des tracteurs et des élevages